

Attention aux hommes en orange sur la route

Les agents de la Dirmed sont trop souvent victimes d'accidents en travaillant

Attention aux hommes en orange. Le message s'affiche en lettres lumineuses depuis quelques jours sur les autoroutes de la région. Le temps d'une piqûre de rappel aux automobilistes, mais pas plus, pour que cette phrase ne tombe pas dans l'oubli, à force d'être lue.

Car trop souvent ces agents revêtus de leur habit fluo-oranges ont l'impression d'être transparents, lorsqu'ils interviennent au bord de la route, à quelques centimètres de véhicules roulant parfois à plus de 100 km/h. "On travaille pour la sécurité", rappelle Jean-Michel Palette, directeur de la Direction interdépartementale des routes Méditerranéenne, gestionnaire d'un réseau de 750 km de routes et autoroutes nationales non concédées,

Une voiture roulait à 100 km/h sur la bande d'arrêt d'urgence.

entre Paca, Languedoc-Roussillon et Rhône Alpes. Depuis que les Dirmed ont succédé aux "DDE" en 2007, les fonctionnaires de ce service dépendant du ministère de l'écologie du développement durable, des transports et du logement ont eu à déplorer 9 morts dans l'exercice de leur métier. Et si la direction méditerranéenne a été épargnée, ses agents ne comptent plus les accidents, dont le nombre augmente bien plus vite que la densité du trafic. Au mois de décembre, la Dirmed a évité le pire, par deux fois. Sur la RN113 à Arles, où un poids lourds a percuté deux fourgons orange, les pulvérisant littéralement, alors qu'ils étaient positionnés sur la chaussée, pour une intervention, sans personne à bord fort heureusement. À quelques jours d'intervalle, sur l'A51, un agent avait été lui, pris entre la glissière et son camion pourtant stationné sur la bande d'arrêt d'urgence. Mais un automobiliste avait cru bon ce jour-là d'éviter les bouchons en empruntant cette voie réservée au secours, à 100 km/h ! Surpris, il

n'a pas eu le temps de freiner et a percuté le véhicule de la Dirmed, pourtant là afin de secourir un véhicule en panne. "Notre collègue a eu beaucoup de chance, il s'en sort avec une double fracture du fémur parce que c'est un sportif, très musclé, mais cela aurait pu être beaucoup plus grave", raconte Julien Brémont, responsable du centre autoroutier de Marseille, encore sous le choc.

Car tous les jours ses hommes sont en première ligne. "Depuis ce matin 2h ça s'est enchaîné" raconte ce matin-là Robert Savary, chef d'équipe. Avant un accident mortel sur l'A51 survenu au milieu de la

nuite, le fonctionnaire avait dû se rendre sur l'A55 pour un autre accident, puis sur deux autres interventions sur le même axe, plus tard dans la matinée. À chaque fois, deux agents doivent disposer des cônes à même le sol, pour délimiter une zone d'intervention, et positionner leur fourgon, équipée de flèches lumineuses, en amont de l'incident, pour alerter les automobilistes.

Mais la Dirmed ne gère pas que les urgences. Ce sont aussi les hommes en orange qui, tout au long de l'année, procèdent à des aménagements pour améliorer la sécurité sur des axes dont ils connaissent mieux que

personne la dangerosité, eux aussi qui changent les glissières souvent endommagées, moyennant un budget de 600 à 700 000 € annuels, entretiennent les terre-pleins centraux, ou encore procèdent au dégagement des voies lors des intempéries. "Chaque zone a sa particularité ; beaucoup d'engorgement autour de Marseille, un réseau montagnard qui comprend le point culminant du réseau routier français, à 1 850 m au col de Montgenèvre et les Cévennes, souvent aux prises avec de fortes pluies" témoigne Jean-Michel Palette.

Un large périmètre surveillé par un maillage de caméras, et 4 PC qui permettent d'intervenir rapidement. "Nous avons une politique de développement du nombre de caméras et des panneaux à message variable", souligne Julien Brémont qui compte déjà une centaine de caméras sur l'aire marseillaise. De quoi améliorer l'efficacité de la Dirmed, au service des usagers, dont les fonctionnaires attendent davantage de respect pour leur mission.

Marie-Cécile BÉRENGER

5 CAMIONS ENDOMMAGÉS CETTE ANNÉE

La Dirmed compte 600 agents dont 311 sur le terrain. Des équipes de deux, plus un chef, circulent tous les jours de 5 h à 21 h, et la nuit une astreinte est assurée. Les dégâts matériels lorsque les fourgons de la Dirmed sont percutés sont coûteux : 50 à 100 000 € pour un camion à remplacer, 5 ont été commandés cette année, 14 000 € pour une flèche lumineuse. "Heureusement nous arrivons à récupérer des prises en charge par les assurances", souligne Jean-Michel Palette. La Dirmed va bientôt voir son réseau grandir, avec la gestion de la future L2.



Les fourgons, très souvent percutés, permettent de signaler un accident ou une panne en amont. Le PC surveille les routes.

SÉCURITÉ

La circulation inter-files des deux-roues testée dès 2016

Un décret autorisant la circulation des deux-roues entre deux files de voitures dans certaines conditions en Ile-de-France, dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde et le Rhône, est paru hier au Journal officiel. "Cette expérimentation devrait débuter au 1^{er} février", a précisé le délégué interministériel à la sécurité routière, Emmanuel Barbe, qui doit encore signer l'arrêté précisant son entrée en vigueur. Dès la mi-janvier, la Sécurité routière mettra en place "une communication très forte à destination des motards et des automobilistes" pour leur "enseigner cette pratique, jusqu'à présent interdite", a ajouté M. Barbe. Depuis de nombreuses années, les associations d'usagers des deux-roues souhaitent voir cette pratique autorisée et,

fin 2013, le Conseil de la sécurité routière (CNSR) avait recommandé une expérimentation pour donner à tous les usagers un cadre clair.

Une expérimentation sur quatre ans

Le décret précise qu'"à titre expérimental et par dérogation à certaines règles (...), la circulation inter-files de certains véhicules à deux ou trois roues motorisés et d'une largeur maximum d'un mètre" sera autorisée pour "une période de quatre ans, prorogable dans la limite d'un an (...) en Ile-de-France, dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde et le Rhône". L'expérimentation fera l'objet de rapports annuels d'évaluation. Un conducteur est considéré comme étant en "inter-files" lorsqu'il circule "entre deux files

de véhicules situées sur les deux voies de circulation les plus à gauche de la chaussée", précise le texte. Cette circulation sera autorisée "lorsque la circulation s'est, en raison de sa densité, établie en file ininterrompue sur toutes les voies, jusqu'à une vitesse maximale de 50 km/h". Elle ne pourra être exécutée "que sur les autoroutes et les routes, dont la vitesse maximale autorisée est supérieure ou égale à 70 km/h, à deux chaussées séparées par un terre-plein central et dotée d'au moins deux voies chacune". Elle sera donc notamment possible sur le périphérique parisien. "C'est une avancée positive qui concerne une spécificité de la conduite des deux-roues motorisés", s'est félicité Nathanaël Gagnaire, délégué général de la FFM.

SYRIE

L'accord inédit avec l'Ei est "suspendu"

Un accord inédit qui prévoyait l'évacuation, hier, de milliers de civils et de djihadistes appartenant notamment à l'État islamique (EI) de plusieurs quartiers sud de Damas a été "suspendu", au lendemain de la mort d'un chef rebelle dans un raid de l'armée syrienne. Zahrane Allouche, 44 ans, était à la tête de la puissante milice islamiste Jaich al-Islam, le plus important groupe rebelle de la région de Damas.

Pour des experts, sa mort pourrait porter un coup sévère à l'insurrection et aux négociations entre régime et opposants, censées débuter dans un mois. Ce coup porté à la rébellion a également eu pour conséquence la suspension, selon une source proche du dossier, d'un accord inédit qui prévoyait l'évacuation de 4 000 djihadistes de l'Ei et du Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda), ainsi que des ci-

vils du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk et des quartiers voisins de Qadam et de Hajar al-Aswad. "L'évacuation des combattants de Daech et d'autres groupes du quartier de Hajar al-Aswad a été suspendue (...) en raison de la mort de Zahrane Allouche", a indiqué cette source.

"Suspendu" mais pas annulé

Celle-ci a précisé que "1 200 personnes devaient partir samedi, mais la mort de Zahrane Allouche nous ramène à la case départ", expliquant que "Jaich al-Islam devait sécuriser le passage dans les régions à l'est de Damas". Une autre source proche des négociations ainsi que l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) ont confirmé la suspension de l'accord, précisant cependant qu'il n'était pas annulé.

DES POURPARLERS DE PAIX LE 25 JANVIER ?

Le médiateur de l'Onu, Staffan de Mistura, espère pouvoir réunir à partir du 25 janvier à Genève des représentants du gouvernement et de l'opposition pour des pourparlers de paix en Syrie, a annoncé hier l'Onu. M. de Mistura a "intensifié ses efforts" de médiation et "a l'intention de les achever début janvier avec pour objectif de commencer les discussions inter-syriennes le 25 janvier à Genève", indique un communiqué de son porte-parole. Le médiateur de l'Onu dit "compter dans ce processus sur la totale coopération des parties syriennes concernées", estimant que "les développements sur le terrain ne doivent pas faire dérailler" ce processus.

IRAK

Ramadi : l'armée peine à progresser face à l'Ei

De violents affrontements ont opposé hier les forces irakiennes à des djihadistes du groupe État islamique (EI) autour de l'ancien siège du gouvernement provincial à Ramadi, chef-lieu de la province majoritairement sunnite d'Al-Anbar, selon des officiers et des responsables locaux.

Après une offensive majeure qui avait permis aux militaires irakiens d'entrer dans la ville marquée, faisant espérer une reconquête rapide de cette place forte perdue en mai, leur avancée a été ralentie par les engins explosifs, les snipers et les attaques suicides djihadistes. Les troupes irakiennes butent à un carrefour stratégique dans le quartier de Hoz, proche de l'ancien siège gouvernemental, dont le contrôle est capital pour la reprise totale

de Ramadi, encore partiellement contrôlée par les djihadistes. "Les forces d'élite du contre-terrorisme (CTS) ont complètement nettoyé le quartier de Hoz dans le centre de Ramadi et sont arrivées près du complexe gouvernemental", a indiqué le porte-parole des CTS, Sabah al-Numan.

Deux membres des forces de sécurité irakiennes ont été tués et neuf blessés au cours des affrontements des dernières heures, a indiqué Ahmed al-Doulaimi, un capitaine de police. Au moins trois autres sont morts vendredi, selon un haut officier et des responsables locaux. Parmi les djihadistes, au moins 23 ont été tués pour la seule journée de vendredi, ont ajouté ces sources.

Le chiffre

12 000

C'est le nombre de personnes qui ont fait acte de candidature pour les élections législatives de février en Iran, un record depuis la révolution islamique de 1979.

YÉMEN

Les combats s'intensifient près de la capitale

Les combats entre forces loyalistes et rebelles au Yémen se sont concentrés hier dans les environs de la capitale Sanaa, 9 mois après l'intervention dans ce pays d'une coalition militaire arabe sous commandement saoudien. Une offensive des rebelles chiites Houthis pour reprendre des positions qu'ils avaient perdues au nord-est de Sanaa a été mise en échec par les forces pro-gouvernementales.

MALI

6 personnes tuées par des djihadistes

Six personnes au moins ont été tuées cette semaine dans la région de Kidal, dans le nord-est du Mali, dans l'attaque d'une base d'ex-rebelles touareg revendiquée hier par le groupe islamiste Ansar Dine qui dit avoir frappé "des traîtres à la solde de la France".